

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
 Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 202 806 F
 Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
 Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
 Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

L'Europe des maladroits

LE malaise européen, l'absence de perspective claire de l'avenir de l'intégration, la frilosité des classes politiques des grands pays dont la France, sont perceptibles jusqu'au sommet même des institutions européennes. Ce n'est pas un hasard si Romano Prodi, président de la Commission, et Wim Duisenberg, président de la Banque centrale, multiplient l'un et l'autre les maladresses depuis leur nomination. Leurs bévues ne sont en sorte que des manifestations du désarroi européen. Mais elles ne contribuent pas à rehausser le prestige des autorités européennes à un moment délicat où s'engage le débat sur la réforme indispensable de l'Europe.

Après le « non » irlandais au traité de Nice, l'Union s'inquiète. Le processus d'élargissement déraillerait pour de bon si les Irlandais confirmaient leur choix négatif lors du nouveau référendum que veut organiser Dublin. M. Prodi a cru bien faire en allant porter la bonne parole en Irlande. Mais il a expliqué que, juridiquement, l'élargissement est possible sans ratification du traité, exprimant un avis contestable du point de vue du droit et qui, surtout, revenait à venir dire aux Irlandais que leur vote n'avait aucune importance. Le premier ministre de l'Eire, Bertie Ahern, ne pouvait recevoir plus mauvais coup.

La faute de Romano Prodi, qu'il a corrigée avec précipitation le lendemain (« *politiquement, le traité de Nice est un préalable à l'élargissement* », a-t-il rectifié), est triple : elle est grave

pour les perspectives de l'élargissement, car son propos constitue la meilleure recette pour démobiliser les électeurs irlandais. Elle l'est, parce qu'en adoptant une telle position le président de l'exécutif européen contredit les résolutions du Conseil européen dont il est, statutairement, un membre éminent. Elle est enfin extrêmement regrettable, au moment où un certain nombre de responsables européens, le dernier en date étant Lionel Jospin, suggèrent d'accorder à la Commission et à son président un surcroît de légitimité en prévoyant sa désignation par le Parlement européen.

On ne peut de la même manière accuser M. Duisenberg d'être responsable de la faiblesse structurelle de l'euro, qui a perdu 25 % de sa valeur face au dollar depuis son lancement. Mais le président de la BCE n'arrange rien lorsqu'il doute des effets d'une intervention pour soutenir la monnaie européenne en octobre 2000, lorsqu'il annonce un mois plus tard qu'« *il est trop tôt* » pour dire si l'euro est un succès ou lorsqu'il déclare, ce mois-ci, que « *le taux de change n'est pas un objectif pour nous* ».

Ces maladresses ne seraient que péripiétie si elles n'intervenaient pas dans un contexte nouveau créé par George W. Bush, qui veut construire une tout autre Europe. Le président américain rêve d'une Europe-marché qui s'étende de l'Atlantique à la Russie et qui soit politiquement sous l'influence de l'OTAN. Quand l'Union s'affaiblit, le risque grossit de voir cette Europe-là l'emporter.